

BOUTEFLIKA AUDITIONNE ZERHOUNI

L'aspect sécuritaire occulté

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a été auditionné par le président de la République. Les Codes communal et de wilaya, le passeport biométrique et le Numéro d'identification nationale (NIN) pour les ressortissants étrangers étaient, entre autres, les sujets évoqués lors de cette rencontre. Les questions relevant de la sécurité ont été totalement occultées.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le communiqué de la présidence de la République consacré à l'audition du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, rendu public samedi dernier à travers le canal officiel de l'Agence presse service, n'aborde à aucun moment les questions de sécurité. Pourtant, la gestion du dossier sécuritaire, notamment dans son volet consacré à la lutte contre le terrorisme, relève du département de Nourredine Yazid Zerhouni en vertu du décret présidentiel du 9 février 1992 portant instauration de l'état d'urgence.

Mais la rencontre entre les deux hommes aura tourné autour d'autres sujets.

A commencer par les Codes communal et de wilaya. «La révision de la loi relative à la commune tendra à prendre en charge l'évolution sans cesse grandissante de ses missions, l'avènement du multipartisme, l'évolution des réalités sociologiques, les difficultés d'adaptation à la gestion d'une manière générale et la conduite du service public, ainsi que la représentation de la femme et des jeunes dans les organes de la commune.

En ce qui concerne la wilaya, ces adaptations lui permettront de servir d'espace d'expression à la fois à la démocratie locale et à la participation du citoyen à la

gestion des affaires locales. Cette collectivité est, également, appelée, à travers les propositions envisagées, à servir d'espace complémentaire pour l'exercice des activités de service public de proximité et de régulation», indique le communiqué de la présidence de la République.

Les nouvelles mesures qui seront prises dans le cadre de ces deux textes de loi visent à «apporter des réponses concrètes aux problèmes des citoyens». «Ces actions s'inscrivent dans la logique du renforcement et de l'encouragement de la diffusion du développement économique et social et du rapprochement du service public, dans le cadre d'une administration porteuse de cohérence et d'efficacité de l'action publique».

Autre dossier abordé, celui de la modernisation des documents d'identité et du fichier d'état civil.

Pour ce qui est du passeport biométrique, Nourredine Zerhouni a assuré qu'il sera prêt au cours du «premier semestre 2010». Pour sa part, la carte d'identité biométrique entrera en vigueur une année plus tard et sera suivie de l'achèvement de la numérisation de l'état civil prévu pour 2013. Le ministre de l'Intérieur a, par ailleurs, annoncé la création d'un fichier consacré exclusivement aux étrangers installés



Photo : Samir Sid

Le citoyen appelé à participer à la gestion de la cité.

en Algérie. «La mise en place d'un numéro d'identification nationale unique (NIN), pour chaque citoyen ou ressortissant étranger, régulièrement installé sur le territoire national, garantira

à moyen terme l'interopérabilité avec l'ensemble des systèmes de gestion».

Sur le plan des finances, le ministre a indiqué qu'au chapitre du développement local, une enveloppe finan-

cière de 4 705 milliards dinars a été allouée à son département. Ces fonds ont permis la mise en œuvre de «27 000 opérations en programmes communaux de développement (PCD) et plus de 22 000 opérations en programmes sectoriels de développement (PSD)».

Dans le registre des recommandations présidentielles, Abdelaziz Bouteflika a insisté sur la nécessité de «passer à une autre étape dans l'organisation, le fonctionnement et l'administration de la commune et de la wilaya, pour leur permettre de mieux assumer leur rôle d'acteur dans la mise en œuvre des réformes engagées et d'intégrer efficacement les dynamiques qu'elles impriment régulièrement au développement local, dans un climat de sécurité retrouvé».

«Cela est un impératif pour que le développement qui a permis de faire partager le progrès dans les zones les plus reculées du pays et qui est encore porté par l'Etat dans tous les domaines puisse bénéficier en toute transparence à tous les citoyens, là où ils se trouvent», a-t-il souligné.

Le communiqué de la présidence de la République s'achève par une remontrance à l'adresse des élus locaux.

«Abordant les missions des Assemblées populaires communales et de Wilaya, le président de la République a appelé les élus locaux à faire preuve de plus d'initiatives et de veiller à associer davantage le citoyen dans la prise de décision dans la gestion des affaires locales».

T. H.

AUDITIONS PRÉSIDENTIELLES

Est-ce la fin ?

Le cycle des auditions présidentielles a-t-il connu son épilogue avec la fin du mois de Ramadan ? Les rencontres d'évaluation sectorielle reprendront-elles après la fête de l'Aïd ?

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Deux questionnements qui restent pertinents dans la mesure où le staff gouvernemental n'a pas été concerné dans sa totalité par ces auditions. Celles-ci, entamées le 23 août dernier, second jour du mois sacré, et pendant trois jours, ont concerné trois secteurs infra-structurels névralgiques, les ressources en eau, les transports et les travaux publics, où une intense dynamique de projets a été lancée.

Par la suite, si une séance a été consacrée, le 27 août suivant, au secteur des finances, il en a été autrement le cas, la veille, pour le cas du commerce. Un département ministériel dont le titulaire a reçu, lors d'un Conseil ministériel, une verte réprimande présidentielle, pour incapacité de ses services à assurer un contrôle efficace du marché. Puis le cycle des auditions a marqué un arrêt, le président de la République étant notamment contraint par une obligation diplomatique (une visite d'Etat en Libye). Ce n'est qu'à partir du 4 septembre que le cycle a repris, les auditions concernant les jours suivants d'autres secteurs socioéconomiques, l'énergie et les mines, l'agriculture et le développement rural, l'habitat et l'urbanisme, la santé, la population et la réforme hospitalière, outre l'éducation nationale, la rentrée scolaire coïncidant. Après une seconde interruption, le chef de l'Etat a renoué dès le 13 septembre ses rencontres quotidiennes d'évaluation. Celles-ci ont concerné les secteurs de l'enseignement supérieur

et la recherche scientifique, la formation et l'enseignement professionnels, les moudjahidine.

Elles ont également porté sur l'aménagement du territoire, l'environnement et le tourisme, les petites et moyennes entreprises et l'artisanat, l'industrie et la promotion de l'investissement ainsi que les affaires religieuses et les biens wakfs.

Samedi, c'était le tour du ministre de la Jeunesse et des Sports et de celui de l'Intérieur et des Collectivités locales d'être auditionnés par le président de la République. La seconde audition ayant été attendue après les nombreuses supputations sur une éventuelle restructuration des services de police.

Or, le mois de Ramadan s'achève et d'autres départements ministériels d'égale envergure n'ont pas encore constitué matière à diagnostic critique ou non. Ainsi, en notant que la défense nationale est un ministère dirigé par le président de la

République, en est-il le cas pour les affaires étrangères, la justice, la culture, voire la solidarité nationale, la famille et la communauté établie à l'étranger.

Comme pour les secteurs de la poste et les technologies de l'information et de la communication, la pêche et les ressources halieutiques et le travail, l'emploi et la sécurité sociale, dont les auditions n'ont pas été médiatisées correctement. Certes une tradition instaurée par le chef de l'Etat depuis quelques années, l'audition des ministres n'a été, cependant, jamais ni exclusive ni totale au mois de Ramadan. Même certains départements ministériels n'ont jamais été évalués, lors des précédentes auditions, sans méjuger pourtant de leur importance.

Les choses seront-elles différentes cette fois-ci ? Les secteurs évoqués seront-ils passés sous trappe ? Des séances spéciales leur seront-elles consacrées ces jours-ci ou après la fête de l'Aïd ? Rien ne l'empêche.

Ainsi, le chef de l'Etat a eu latitude, la veille de l'Aïd, d'auditionner plusieurs ministres durant la même

journée. Une manière d'accélérer le rythme des auditions annoncées, l'évaluation pouvant se poursuivre ou changer de forme durant les prochains jours.

Cela dans le contexte d'une rentrée sociale tendue et de la controverse nourrie entre le gouvernement et des pans entiers de la société civile et du patronat à propos des dispositions de la loi de finances complémentaire pour 2009. Mais si la «parade» des ministres est poursuivie, cela dénoterait une volonté de maintenir le statu quo. Cela même si les supputations sont nombreuses concernant un réaménagement voire un remaniement ministériel complet, la conduite gouvernementale étant sujette à critiques et expression de fort désappointement. Et si la parade est suspendue, rien n'indique que le chef de l'Etat ait finalisé un diagnostic complet de l'action de son équipe et rien ne confirme pour autant l'option d'un changement d'Exécutif. Cela en attendant d'y voir davantage clair, le mode de gouvernance à l'algérienne manquant de visibilité et de lisibilité.

C. B.

LES TERRORISTES FRAPPENT À LA VEILLE DE L'AÏD À SOUK-EL-TENINE

Un policier blessé dans un attentat

Un policier en poste à Tizi-Ouzou a été blessé dans la nuit de vendredi au samedi à Souk-El-Tenine, dans un attentat attentat terroriste. Il était environ minuit lorsque cet agent des services de sécurité, qui se trouvait sur le chemin du retour à son domicile, à la sortie est de la ville, sur le CW 02 menant vers Beni-Zmenzer, fut surpris par un groupe terroriste composé de 3 éléments armés de kalachnikovs, qui ont surgi d'un véhicule léger pour ouvrir le feu sur lui.

Ce dernier, très vigilant et s'était vite rendu compte du traquenard, a pu leur échapper en ripostant aux tirs nourris d'armes automatiques des islamistes armés, qui ont fini par prendre la fuite vers Beni-Zmenzer.

Nous avons appris, hier, que cet agent, atteint au niveau du pied, a été transféré vers le CHU de Tizi-Ouzou et que sa vie est hors danger. Néanmoins, les habitants de Souk-El-Tenine se sont interrogés sur la facilité déconcertante avec laquelle ce groupe terroriste a opéré et repéré le policier en question, si ce n'est sans complicité locale.

Il convient de souligner que cette localité ne dispose que d'un détachement de la garde communale, en attendant l'implantation toute prochaine d'une brigade de la Gendarmerie nationale.

Amayas Idir

SON RETOUR N'EST PRÉVU QU'À LA FIN DU MOIS

Le périple américain du président

Abdelaziz Bouteflika a entamé, hier lundi, un long périple américain qu'il n'achèvera qu'à la fin du mois en cours.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Première étape de ce voyage, le siège de l'ONU à New York où Bouteflika assiste d'ailleurs aujourd'hui à l'ouverture de la session annuelle de l'organisation internationale devant laquelle il prononcera un discours aujourd'hui. Après New York, Bouteflika se rendra à Caracas pour une visite d'Etat au Venezuela à la suite de l'invitation de Hugo Chavez qui faisait de même, il y a quelques

jours à Alger. Bouteflika qui confirme, se faisant, son intérêt sans cesse grandissant pour l'Amérique du Sud, ne quittera pas d'ailleurs Caracas sans une «vénième» virée chez «son ami» Raoul Castro qui l'a invité à son tour à lui rendre une visite d'Etat. Par ailleurs, et en l'absence du locataire d'El-Mouradia, le gouvernement Ouyahia a annulé sa réunion hebdomadaire cette semaine, selon une bonne source qui affirme que le projet de la loi de finances 2010 a été adopté lors de la réunion de jeudi dernier.

K. A.